

# IGNATIEFF ET L'ÉNIGME DU QUÉBEC

Jean-Herman Guay

Depuis son arrivée à la tête des libéraux fédéraux, Michael Ignatieff a réussi à accroître les appuis au Parti libéral du Canada, mais cette amélioration demeure insuffisante et fragile, écrit Jean-Herman Guay. Selon le politologue de l'Université de Sherbrooke, la vraie cible est 38 p. 100 des votes : un score réalisé en 1997 et qui avait permis à Jean Chrétien de former un gouvernement majoritaire. Mais comment le nouveau chef libéral pourra-t-il gagner à sa cause plus de deux millions d'électeurs ? L'auteur se penche sur cette question en portant une attention particulière à la scène politique québécoise où les résultats de la dernière élection laissent penser que des points supplémentaires pourraient y être obtenus.

Since acceding to the leadership of the Liberal Party, Michael Ignatieff has increased support for the party, but the increase is insufficient and still tenuous, writes Jean-Herman Guay. According to the Université de Sherbrooke political scientist, their real target is 38 percent of the vote, a level that they achieved in 1997 and that enabled Jean Chrétien to form a majority government. But how can the new Liberal leader gain the support of more than two million extra voters? The author looks at this question focusing on Quebec, where the results of the last election suggest further gains could be made.



**M**ichael Ignatieff le savait lorsqu'il a pris la direction des libéraux : il ne doit pas faire mieux que Stéphane Dion, il doit faire *beaucoup* mieux. En 2008, les libéraux n'ont récolté que 26 p. 100 des votes, le pire score de leur histoire, et seulement 77 sièges. En 2006, avec Paul Martin à leur tête, ils avaient obtenu un résultat moins déshonorant : 30 p. 100 des votes et 103 sièges.

Pour son avenir et peut-être même pour celui des libéraux, Michael Ignatieff doit dépasser ses deux prédécesseurs. Le vrai minimum est cependant 38 p. 100 des votes : le plus bas score de Jean Chrétien, mais celui qui lui avait néanmoins permis en 1997 de former — bien que de justesse — un gouvernement majoritaire. Passer de 26 p. 100 à 38 p. 100, ou gagner à sa cause plus de deux millions d'électeurs canadiens, tel est le devoir du nouveau chef libéral.

Si l'objectif ne fait pas de doute, la question qui persiste est simple : comment y arriver ?

**I**l est évident que le contraste entre la personnalité politique de Stéphane Dion et celle de Michael Ignatieff a joué en faveur des libéraux dès les premières semaines de 2009. L'actuel chef libéral dispose d'atouts communicationnels et charismatiques supérieurs à ceux de son prédécesseur, mais personne n'oserait voir en lui un Barack Obama, ni même un Nicolas Sarkozy. La comparaison avec Pierre Elliott Trudeau est aussi trompeuse : s'ils possèdent la même élégance, Michael Ignatieff

n'a rien du célibataire sportif, riche de surcroît, qui suscitait des mouvements de foule lors de la campagne de juin 1968.

La personnalité du nouveau chef a permis un redressement de la courbe des libéraux, mais elle ne suffit pas. Comment donc atteindre la cible ? C'est par une addition de points de clientèles électorales différentes qu'il y arrivera peu à peu.

**C**ertains choix stratégiques se sont imposés dès la fin de 2008. Il fallait d'abord que le Parti libéral du Canada revienne rapidement vers le centre politique : le Tournant vert a été abandonné et Michael Ignatieff a reconnu que l'exploitation des sables bitumineux de l'Ouest devait être réhabilitée.

Dans un discours prononcé à Regina, il a lancé cet aveu : « Nous n'avons pas toujours fait ce qu'il fallait. Nous n'avons pas toujours écouté avec respect. Nous n'avons pas toujours compris ce qu'il aurait fallu faire. » M. Ignatieff a reconnu que les déplacements de son parti dans les zones plus à gauche de l'électorat n'ont pas été rentables électoralement : « Les retombées politiques ont été plutôt difficiles pour nous. » Bien plus, toute idée de coalition avec le NPD a été mise de côté. Premier choix stratégique : les libéraux ont cessé de courtiser les électeurs du NPD et ceux du Parti vert.

Les coups de sonde réalisés depuis quelques mois montrent que ce déplacement libéral n'a pas profité aux néodémocrates, bien au contraire : d'octobre 2008 à mars 2009, Jack Layton aurait perdu le tiers de ses appuis.

La stratégie a porté ses fruits : moins à gauche, les libéraux ont pu reconquérir des électeurs du centre, et peut-être même du centre droit, qui ont été heurtés en 2008 par les positions de Stéphane Dion et déçus par celles de Stephen Harper, trop à droite alors.

Ces premiers choix ont déjà donné des résultats satisfaisants : l'écart — qui était de 11 points à

vaincu la récession sans pour autant dilapider les fonds publics pour toute une génération à venir.

- Les conservateurs corrigent aussi le tir. Au niveau international, malgré les pressions de l'OTAN, ils semblent bien résolus à ne pas porter le difficile dossier du mandat militaire canadien en Afghanistan au-delà de 2011. Déchargés de ce lourd

jusqu'à présent étaient plus faciles à accumuler que ceux qui doivent encore être obtenus, les libéraux se demandent sans aucun doute quoi faire de plus. Quelle carte additionnelle faudra-t-il jouer ? Inévitablement, les yeux des stratèges libéraux se tournent alors vers le Québec.

**Les résultats de l'élection de 2008 au Québec laissent entendre que des points supplémentaires pourraient y être obtenus. Contrairement à la tendance canadienne, où la saignée libérale s'est chiffrée à presque un million de votes, les libéraux ont gagné de 2006 à 2008 quelques 100 000 votes au Québec, la seule province où le bilan n'a pas été négatif. Cette situation est d'autant plus étonnante que Stéphane Dion n'était applaudi ni par l'électorat québécois, ni même par ses militants.**

l'avantage des conservateurs lors du scrutin de 2008, et avait atteint 23 points en décembre lors de la crise parlementaire menée maladroitement par Stéphane Dion — ne cesse de se rétrécir depuis l'arrivée de Michael Ignatieff. Selon le sondage Ipsos-Reid du 6 mars 2009, les conservateurs n'avaient plus qu'une avance de quatre points (37 contre 33).

**B**ien que les scores des libéraux et des conservateurs se trouvent pratiquement dans la marge d'erreur, il manque encore à l'équipe d'Ignatieff quelques points pour compter former un gouvernement majoritaire. Cela est d'autant plus nécessaire que la progression libérale par rapport aux conservateurs pourrait être conjoncturelle :

- Comme tous les gouvernements, les conservateurs ont nécessairement servi de paratonnerre aux inquiétudes liées à la crise économique et financière. Par contre, si le Canada devait sortir rapidement de la récession, comme Stephen Harper l'envisage, l'équipe conservatrice pourrait retrouver des points perdus. Bien plus, les conservateurs seraient en mesure de prétendre qu'ils ont

fardeau, ils pourront plus efficacement naviguer vers le centre. Lors de la visite de Barack Obama à Ottawa, la nouvelle stratégie était évidente : faire oublier le binôme Bush-Harper en vue d'en créer un second, plus payant électoralement : Obama-Harper.

- Sur le plan intérieur, les conservateurs opèrent un réalignement similaire : ils ont proposé un budget modestement interventionniste, mais néanmoins loin de leur credo économique habituel. Quant au bilan législatif général, il est manifestement moins à droite que par les années passées, sauf sur les questions de sécurité et de criminalité. En fait, ils ciblent des clientèles électorales sans trop heurter la majorité. En somme, eux aussi se sont habilement déplacés vers le centre.

Ces éléments combinés laissent croire que les gains des libéraux aux dépens des conservateurs ont peut-être déjà été faits, et que quelques-uns pourraient même être décaissés, notamment si les signes d'une reprise solide se multipliaient au cours de la deuxième moitié de 2009.

Conscients que les points gagnés

**L**es résultats de l'élection de 2008 au Québec laissent entendre que des points supplémentaires pourraient y être obtenus. Contrairement à la tendance canadienne, où la saignée libérale s'est chiffrée à presque un million de votes, les libéraux ont gagné de 2006 à 2008 quelques 100 000 votes au Québec, la seule province où le bilan n'a pas été négatif. Cette situation est d'autant plus étonnante que Stéphane Dion n'était applaudi ni par l'électorat québécois, ni même par ses militants.

Ces mouvements récents laissent croire que le scandale des commandites de 2004 est chose du passé et que le Parti libéral pourrait retrouver une position forte au Québec — pas celle de Trudeau, qui, en 1980, avait raflé 74 des 75 sièges, mais peut-être celle de Chrétien, qui, en 2000, avait obtenu plus de votes que le Bloc québécois !

Deux duels doivent être distingués. Le duel des libéraux contre les conservateurs d'abord : jusqu'à présent, l'essentiel des gains libéraux semble avoir été fait aux dépens des conservateurs. Les troupes de Stephen Harper auraient perdu la moitié de leurs appuis dans la province. La conséquence est importante : les libéraux ont déclassé les conservateurs comme force fédéraliste au Québec. Les deux électors sont cependant très différents. Pour les libéraux, la base se trouve dans la région de Montréal, auprès de l'électorat urbain, allophone et anglophone. Les conservateurs récoltaient leurs appuis auprès des francophones de la région de Québec, dans une zone électorale où l'ADQ avait fait des gains.

Les deux électors sont cependant très différents. Pour les libéraux, la base se trouve dans la région de Montréal, auprès de l'électorat urbain, allophone et anglophone. Les conservateurs récoltaient leurs appuis auprès des francophones de la région de Québec, dans une zone électorale où l'ADQ avait fait des gains.

Ceux qui croient que ces sièges conservateurs pourraient être rapidement récupérés par les libéraux négligent des différences fondamentales.

Le duel des libéraux contre les bloquistes est plus complexe. Le sondage La Presse canadienne-Harris/Décima, publié à la fin de mars 2009, indique que le leadership de Michael Ignatieff suscite presque autant d'appuis que celui de Gilles Duceppe (45 p. 100 contre 50 p. 100). Un sondage mené par CROP est encore plus révélateur des possibilités qu'offre le Québec pour la nouvelle équipe libérale : à la question « Qui ferait le meilleur premier ministre ? », le nouveau chef libéral a obtenu l'appui de 35 p. 100 des Québécois, alors que Stéphane Dion n'a récolté que 16 p. 100. Toutes ces données indiquent que les libéraux pourraient gagner de cinq à dix sièges ici et là — Jeanne-Le Ber, Brome-Missisquoi, Gatineau, Outremont et Ahuntsic — mais elles ne permettent pas d'anticiper la fin de l'hégémonie du Bloc québécois sur le vote francophone.

Depuis l'arrivée de Michael Ignatieff, le Bloc n'a pas subi de chute marquée. Son score est évidemment bien loin de celui de l'élection de 2004, mais les sondages lui reconnaissent une part assez constante, entre 35 et 40 p. 100 des appuis.

Les plus ambitieux des stratèges libéraux se disent peut-être que c'est précisément dans cette clientèle que les derniers — et ultimes — gains sont à faire en vue de former un gouvernement majoritaire. Ces espoirs se fondent sur deux constats :

- Les libéraux pourraient gruger le vote bloquiste parce que celui-ci est marqué par une instabilité intermittente. Les partis fédéralistes amorcent souvent les campagnes électorales fédérales en mettant en doute l'utilité du Bloc. Lors des premières semaines de la campagne de 2008, par exemple, le parti de Gilles Duceppe a été éprouvé par de nombreuses critiques qui visaient sa raison d'être.

Ça a été aussi le cas en 2000 et en 2006. Chaque fois, cependant, le Bloc est parvenu à rebondir, à faire mentir les notices nécrologiques et à reprendre le terrain perdu auprès des francophones. Ces remises en question ne sont cependant pas artificielles : elles dénotent une fêlure propre à tous les partis qui ne peuvent prendre le pouvoir.

- Le deuxième élément est plus structurel : depuis deux ans, la cause de la souveraineté ne figure plus sur la liste des priorités politiques ; les intentions référendaires souverainistes dépassent à peine les 40 p. 100 d'appuis, et personne, même au sein

**Il n'en reste pas moins que le politicien qui parviendra avec succès à défaire ce nœud gordien jouira d'un statut particulier dans l'histoire canadienne et québécoise. Michael Ignatieff tentera-t-il de se réincarner en Wilfrid Laurier et de jouer sur la même patinoire que Pierre Trudeau ? Brisera-t-il ce qui est en train de devenir le tabou de la politique canadienne ? Si cette audace est exaltante, voire enivrante, rien ne laisse croire que le chef libéral ouvrira cette « boîte de Pandore » comme il aime à le dire.**

des rangs souverainistes, n'envisage la tenue d'un référendum à court terme. La victoire majoritaire de l'équipe de Jean Charest, en décembre 2008, écarte du reste cette possibilité pour au moins quatre ans.

Michael Ignatieff touche donc une corde sensible en disant que « la place du Québec est au pouvoir ». Il n'est pas farfelu d'envisager que la volonté du Bloc d'incarner à nouveau une protestation puisse être érodée par la position du chef libéral : il est un leader bien vu par beaucoup de Québécois ; il s'apprête à devenir premier ministre ; il se situe résolument au centre ; et il n'aura pas à défendre le passé libéral des années Chrétien.

Une dernière question s'impose : comment, concrètement, gagner l'électorat francophone ? Telle est l'énigme. Bernard Descôteaux, directeur du journal *Le Devoir*, a écrit : « Le plus important reste à faire. Or, ce que nous expose Michael Ignatieff depuis qu'il est chef n'est que des intentions, et non un programme concret. » Et il a ajouté, en parlant des Québécois : « Pour les ramener à lui, Michael Ignatieff devra faire plus que simplement leur tendre la main, il lui faudra faire la paix avec eux. Il devra pour cela changer le Parti libéral. »

Quand on examine le spectre des possibilités, trois grandes hypothèses s'imposent rapidement.

L'hypothèse A se fonde sur la réouverture de la Constitution. L'archétype de cette proposition est la promesse faite en 1984 par Brian Mulroney, selon une formulation de Lucien Bouchard. Elle avait provoqué un raz de marée d'enthousiasme au Québec. Même René Lévesque s'était rallié à la proposition du « beau risque ».

Or, depuis les échecs de Meech en 1990 et de Charlottetown en 1992, tous ceux qui osent ramener cette hypothèse de travail se font rabrouer énergiquement : 1) ne veut amorcer des discussions

constitutionnelles ; 2) Chaque proposition qui viserait le Québec amènerait une kyrielle de demandes en provenance des autres provinces et des Autochtones ; 3) Un échec de ce processus pourrait favoriser les souverainistes québécois comme en 1990 ; 4) Le statu quo semble ne pas poser de problème pratique évident à la gouvernance de la fédération canadienne.

Lorsqu'on se remémore ce qu'il est advenu du Parti conservateur en 1993 à la suite de deux échecs constitutionnels, les périls associés à cette hypothèse sont évidents. Passant de 169 sièges en 1988 à 2 en 1993, les conservateurs ont vécu une descente aux enfers comme aucun parti gou-



Jean-Marc Carisse

Michael Ignatieff à Laval le 22 mars dernier, lors de son discours clôturant le conseil général de l'aile québécoise du PLC, où il a notamment affirmé que « les Québécois ne méritent pas d'être en permanence dans l'opposition, leur place est au pouvoir ».

vernement n'en avait connu dans l'histoire canadienne. Il aura fallu plus de 10 ans à la droite canadienne pour sortir de ce borborygme et se reconstruire.

Il n'en reste pas moins que le politicien qui parviendra avec succès à défaire ce nœud gordien jouira d'un statut particulier dans l'histoire canadienne et québécoise. Michael Ignatieff tentera-t-il de se réincarner en Wilfrid Laurier et de jouer sur la même patinoire que Pierre Trudeau ? Brisera-t-il ce qui est en train de devenir le tabou de la politique canadienne ? Si cette audace est exaltante, voire enivrante, rien ne laisse croire que le chef libéral ouvrira cette « boîte de Pandore » comme il aime à le dire. L'hypothèse A est donc exclue.

L'hypothèse B est celle des propositions administratives. Le discours du « fédéralisme d'ouverture » prononcé par Stephen Harper en décembre 2005, au cœur de la campagne électorale, en constitue un bel exemple. Il n'y était pas question de Constitution, mais

d'administration. Il s'agissait d'une approche moins symbolique, plus pragmatique, laquelle avait néanmoins pour fondement une « réparation ». L'objectif ultime ne faisait pas de doute : séduire les nationalistes québécois modérés en vue de défaire l'emprise du Bloc québécois. « French kiss » avait lancé avec justesse la journaliste Chantal Hébert pour qualifier ce geste.

Cette approche a donné des résultats intéressants dans le contexte de la campagne de 2006, mais a produit des effets très réduits, voire nuls, à moyen ou à long terme. Dans l'immédiat, les sondages ont montré des gains au profit des conservateurs. Lors du scrutin du 23 janvier 2006, le Parti conservateur a doublé son score au Québec et obtenu une dizaine de sièges, une récolte inespérée deux mois plus tôt. Pour un parti littéralement absent, sans racine et sans militance, le gain était considérable.

L'ensemble des mesures mises en

place par le gouvernement conservateur de 2006 à 2008 n'a cependant pas eu d'effets durables dans l'opinion publique. Dans le discours des opposants, la reconnaissance de la nation a été rétrogradée à des « vœux pieux sans conséquence », la participation à l'UNESCO a été associée à un « strapontin », et la diminution de la TPS a été ridiculisée. Quant au déséquilibre fiscal, il aurait fallu un règlement « total » pour qu'il soit crédité aux conservateurs. Conséquence : malgré tant d'efforts en si peu de temps, les conservateurs n'ont pas gagné un seul siège de plus en 2008. En fait, une mesure impopulaire en matière de culture, dont la portée était pourtant mineure, a effacé tous les efforts antérieurs. En somme, les conservateurs n'ont rien gagné lors de l'élection de 2008 ; ils ont même subi une perte de quelque 100 000 votes.

La mésaventure des conservateurs, qui ont misé sur la « réparation administrative », pourrait amener l'équipe

libérale de Michael Ignatieff à un constat fort simple : « Ne jouons pas ce jeu, d'autres s'y sont cassé les dents. » Bien que moins casse-cou que la première hypothèse, il y a donc peu de chances que cette stratégie soit choisie par les libéraux d'Ignatieff. Dans leur cas, la formulation de promesses de décentralisation pose du reste un problème

**Le choix de cette troisième stratégie reposerait sur le pari inverse, soit qu'une partie non négligeable des Québécois est fatiguée de se définir sur la base d'une différence communautaire. Plusieurs Québécois pourraient ignorer les reproches que Gilles Duceppe a adressés à Michael Ignatieff, et beaucoup pourraient apprécier un leader qui ne tente pas le jeu de la « grande séduction », qui ne promet « rien pour le Québec » et qui s'inscrit nettement dans un autre registre.**

supplémentaire : elle heurte leur conviction fondamentale qui postule que seul un gouvernement fort à Ottawa peut aider les citoyens et maintenir l'unité nationale. Les tenants d'un tel plan au sein de l'équipe libérale pourraient cependant arguer qu'il a échoué non pas à cause de son contenu mais bien parce que les conservateurs défendaient en parallèle des politiques trop à droite.

En dernier lieu, l'hypothèse C consiste à ne proposer rien de spécifique pour le Québec, ni au plan constitutionnel, ni même au plan administratif. Dans le discours libéral, il n'y aurait ni fédéralisme d'ouverture, ni réédition de Meech. Et s'il devait contenir une forme quelconque de « réparation », il y aurait un équivalent pour chaque province, comme un aveu à tous que les libéraux veulent tourner la page sur une certaine arrogance qui a marqué l'époque Chrétien, à laquelle leur nouveau chef ne doit rien.

Cette approche serait symétrique, sans spécificité pour le Québec. Le discours serait complètement orienté sur les valeurs canadiennes, générales, universelles, par opposition aux valeurs communautaires, propres à des régions spécifiques. La reconnaissance de la nation québécoise, formulée par Michael Ignatieff, lui donnerait ses lettres de noblesse en matière de québécoité, mais la formulation n'irait pas plus loin. Pour

reprendre l'expression de Bernard Descôteaux, M. Ignatieff « tendrait la main » au Québec, en rappelant inlassablement le geste déjà fait, mais sans rien ajouter de concret ou de spécifique. En somme, le chef ne changerait pas le Parti libéral, bien au contraire. Et fort du contrecoup des échecs des conservateurs, qui eux n'oseraient plus jouer dans ces

eaux, il réaffirmerait les principes fondamentaux de la symétrie canadienne.

Le postulat de cette dernière hypothèse est le suivant : au Québec, toute asymétrie déclenche une spirale de requêtes « nationalistes », chaque reconnaissance justifiant une requête supplémentaire, et chaque acquiescement provoquant à moyen ou à long terme un désenchantement, puisqu'il semble évalué à l'aune d'un projet ultime, placé dans un imaginaire collectif — la souveraineté. Bref, ce n'est « jamais assez ».

Plusieurs indices nous laissent croire que l'hypothèse C est la plus probable. Le discours que Michael Ignatieff a prononcé à Laval en mars dernier pourrait constituer la matrice communicationnelle de la prochaine campagne libérale. À l'instar des discours d'Obama, dans lesquels les communautés sont nommées pour être aussitôt incluses dans une dimension commune, le chef libéral pourrait déployer sa rhétorique autour d'expressions rassembleuses et inclusives qui nomment la diversité pour la transcender ensuite. « Vous pouvez être fiers d'être Québécois et Canadiens en même temps, dans l'ordre que vous voulez. » Telle était la clé du discours de mars 2009.

Cette troisième stratégie semble plus facile à mettre en place, mais elle présente elle aussi un risque impor-

tant : comment endiguer l'accusation d'« ignorer le Québec », comment faire cinq semaines de campagne avec cette seule idée ? L'hégémonie du Bloc pourrait donc rester intacte tellement l'électorat québécois francophone est habitué à ce qu'on le séduise distinctement, et ce depuis 1984, soit 25 ans ou 8 élections générales.

Le choix de cette troisième stratégie reposerait sur le pari inverse, soit qu'une partie non négligeable des Québécois est fatiguée de se définir sur la base d'une différence communautaire. Plusieurs Québécois pourraient ignorer les reproches que Gilles Duceppe a adressés à Michael Ignatieff,

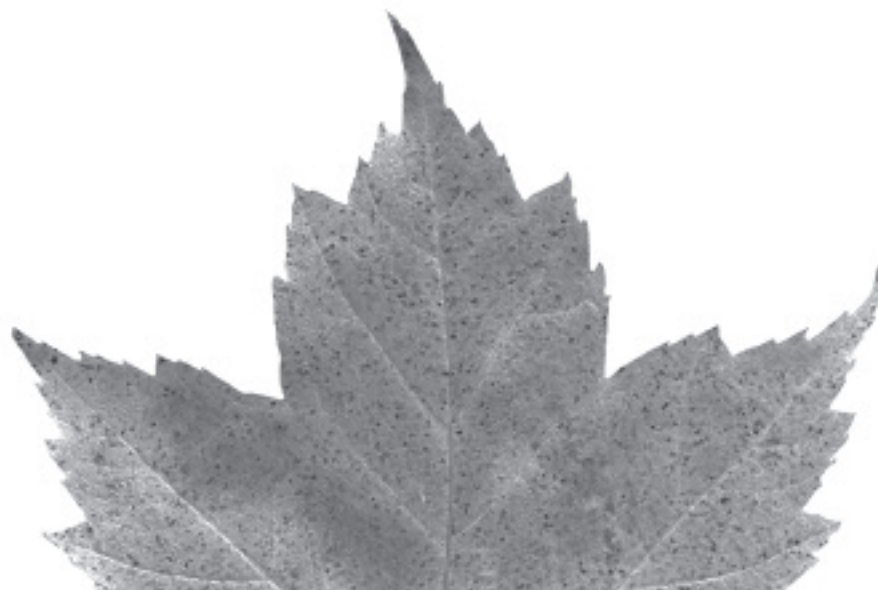
et beaucoup pourraient apprécier un leader qui ne tente pas le jeu de la « grande séduction », qui ne promet « rien pour le Québec » et qui s'inscrit nettement dans un autre registre.

Ce difficile pari peut aussi reposer sur la présomption que si ce discours rate sa cible — l'électorat francophone du Québec —, il permettrait néanmoins de faire des gains additionnels au Canada anglais. Il donnerait alors à Michael Ignatieff la stature d'un chef fort, qui ne cède pas aux pressions des souverainistes québécois « jamais contents », superposant à sa personnalité l'image de Trudeau. Et cette rupture discursive pourrait raviver ici et là une énergie que la culture politique canadienne n'a plus depuis longtemps. Fort de celle-ci, le chef libéral pourrait même aller chercher les milliers de votes qui lui manquent — notamment les votes de ceux et celles qui ont décroché en 2008 — pour former un gouvernement majoritaire.

Pour atteindre les 38 p. 100, voire même frôler la barre des 40 p. 100, ce sont peut-être les risques de cette dernière hypothèse que l'équipe d'Ignatieff osera assumer !

*Jean-Herman Guay est professeur de sciences politiques et directeur de l'École de politique appliquée à l'Université de Sherbrooke.*

## L'industrie canadienne des produits forestiers



**300 000 emplois directs**  
**300 communautés d'un océan à l'autre**  
**12 % du PIB manufacturier**

### **Un contexte exigeant... un avenir prometteur!**

Appuyez la transformation d'aujourd'hui pour les marchés de demain. Pour en savoir plus, visitez le [fpac.ca](http://fpac.ca)



Association des produits  
forestiers du Canada  
[fpac.ca](http://fpac.ca)